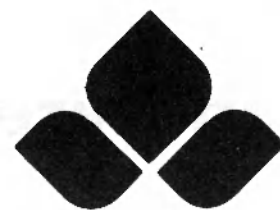


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



reportage :

la dictature syrienne

page 8

idées :

la crise de l'église



page 3

histoire :

pages 6
et 7

nos aïeuls étaient- ils des sauvages ?



le 12 novembre :

colloque pour la nouvelle citoyenneté

pages 10 et 11

un livre qui suscite les passions

Enthousiasme ou violente hostilité, le livre du Prince ne laisse personne indifférent.

La «Lettre aux Français» publiée récemment par le comte de Paris continue à créer l'événement. Nous avons déjà cité de nombreux confrères dans le numéro 388 de «Royaliste»: Voici d'autres réactions suscitées par ce livre important.

Pour «Le Monde» du 23 septembre, l'objectif du Prince est de convaincre que la restauration d'un pouvoir monarchique représenterait pour la France le «moyen d'une renaissance». Le grand quotidien du soir a saisi l'essentiel: «... Une fois la monarchie rétablie, il conviendrait... de réinventer la démocratie». Reprenant une idée qu'il avait déjà exposée, le comte de Paris propose d'élargir la représentation populaire par l'institution de «délégués du peuple»...

«V.S.D.», dans son numéro du 6 octobre, place d'emblée la «Lettre» dans le paysage politique: «A qui serait las des rododendres de droite et de gauche, le prétendant au trône de France offre une «réverie du promeneur solitaire». Dans son analyse, Jean David met en relief un des thèmes du livre: «Le Roi était la «figure de l'homme» ne pouvant se confondre ni avec l'Etat, ce «monstre froid», ni avec le «guide génial» des appareils totalitaires. Les peuples le savent: un chef d'Etat peut intéresser, seul un prince peut être aimé...» S'il ne

croit guère au retour du Roi (ce qui est un préjugé assez répandu), le journaliste de «V.S.D.» termine en remerciant le Chef de la Maison de France pour «... ces pages, dont l'accent de conviction ne laisse pas d'émouvoir.»

Le «Quotidien de Paris» lui-même, dont le «ton» ne le place pas toujours à l'écart des luttes partisans (mais, à sa décharge, il n'est pas le seul) publie un excellent entretien accordé par le comte de Paris à ... Gérard Leclerc. Cela nous vaut le plaisir de lire dans les colonnes du «Quotidien» des réponses du Prince comme celles-ci: «... ce qui m'inquiète profondément, c'est que la Constitution, les institutions actuelles ont renforcé la division presque naturelle des Français, et les rejettent inéluctablement dans deux camps...» «Je ne conçois pas une restauration monarchique indépendamment d'un renouveau de la démocratie. Et sur ce point aussi, je propose un complément à la Constitution. Il y a un nouveau dialogue à établir entre le pouvoir et le peuple...»

Une autre partie de la droite, en revanche, enrage. On ne s'en étonnera pas si on se rappelle que déjà Bernanos, dans «Les grands cimetières sous la lune» notait que les bourgeois n'étaient pas loin de considérer le comte de Paris

comme un socialiste. Dans le contexte actuel, le pas est facilement franchi. «Le Figaro-magazine» du 1er octobre, sous la plume de L.-M. Ramos, regrette «le soutien laudatif du «Matin» et du «Nouvel Observateur». Il s'étonne que ce manifeste paraisse pour le centenaire de la mort du comte de Chambord «qui fut le symbole d'une tradition politique fort opposée à celle des Princes d'Orléans». Affirmation inexacte en ce qui concerne les Chefs de la Maison de France depuis 1883. Mais Bernanos, toujours dans le même livre avait expliqué que ce que les «imbéciles» ne pardonnaient pas au jeune comte de Paris, c'était justement d'avoir entendu cet appel du comte de Chambord: «Ensemble et quand vous voudrez, nous reprendrons le grand mouvement de 89». Pour peu qu'il se penche sur les différents écrits des Chefs de la Maison de France, en commençant par ceux du comte de Chambord, M. L.-M. Ramos se réserve quelques surprises.

Même ignorance pour «Rivarol» qui voit dans la «Lettre» «une interprétation jacobine et sans-culottesque de notre passé» et qui feint de croire que le comte de Paris se situe dans la ligne de Philippe-Egalité. «Rivarol» a le front de se drapper dans des principes maurrassiens pour mettre en doute les droits du comte de Paris... Mais à vrai dire, cet extrémisme rivarolien ou autre ne cherche des arguments «monarchistes» contre le Prince que parce que les prises de position de celui-ci la dérangent dans ses rancœurs recuites. Et l'on pourrait rétorquer à ces donneurs de leçons que pour de prétendus partisans de la monarchie, c'est faire preuve du «républicanisme» le plus ordinaire que de contester la légitimité du prétendant parce qu'il dit des choses désagréables à entendre.

Annette DELRANCK

Vingt années de passion, un concile, trois papes. Pour certains, c'est une mutation décisive qui s'est produite, en rupture avec Pacelli, le dernier représentant d'une forme archaïque de christianisme. Pour d'autres, il est question aussi de mutation, mais au sens d'une trahison irrémissible. Une nouvelle religion serait née, vouée au culte de l'homme, à l'exaltation de ses droits, et tournée tout entière à l'oubli de Dieu et ses commandements. Pareille querelle, tragique entre frères d'une même foi, n'est-elle pas sur le point de faire place à de nouveaux soucis et à de nouveaux combats? C'est mon sentiment, qui n'a d'éventuelle autorité que la confirmation des événements à venir. Mais ce que j'observe dès maintenant suffit à m'indiquer que l'intuition n'est pas si mauvaise.

Le mérite de la distance, au surplus, permet de mieux apprécier la portée des événements et des controverses d'un moment. J'en prendrai un simple exemple. Lors du concile Vatican II, il y eut un débat sur la nécessité de renouveler une condamnation solennelle du communisme. Une forte minorité d'évêques avait signé une pétition en ce sens, mais la commission restreinte de cardinaux qui dirigeait les travaux conciliaires décida de passer outre. Si j'en crois Benny Lai, mon confrère italien «vaticaniste», le prétexte invoqué fut que la condamnation de Pie XI dans «Divini Redemptoris» subsistait et qu'au demeurant il y avait plus utile à faire. Sur le moment, cette décision fut interprétée par la droite et les traditionalistes comme une concession à Moscou et l'indice que le Concile était manipulé par le clan progressiste. Or le même Benny Lai nous explique que c'est le cardinal Siri, chef incontesté de «l'aile conservatrice» qui dès ce moment ouvrait la voie à la future ostpolitik si discutée de Paul VI. Et c'est le même Siri, qui défendait le principe de la liberté religieuse, en tant qu'arme efficace pour permettre à l'Eglise de reconquérir des droits dans les Etats communistes!

C'est bien ces deux points (communisme et liberté religieuse) qui alimenteront en bonne part la polémique de droite contre le concile! Je ne veux pas insinuer que cette polémique était totalement sans objet. Il me semble qu'avec le recul nous



BULLETIN DE COMMANDE

Nom :

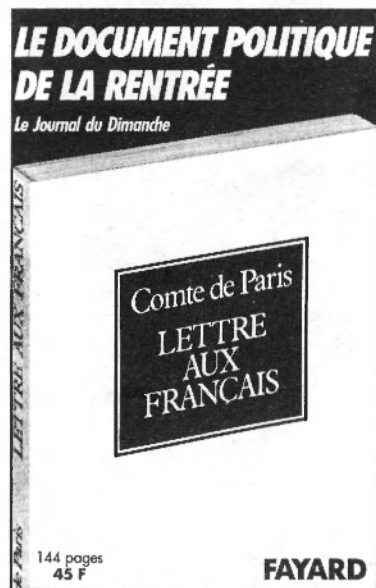
Prénom :

Adresse :

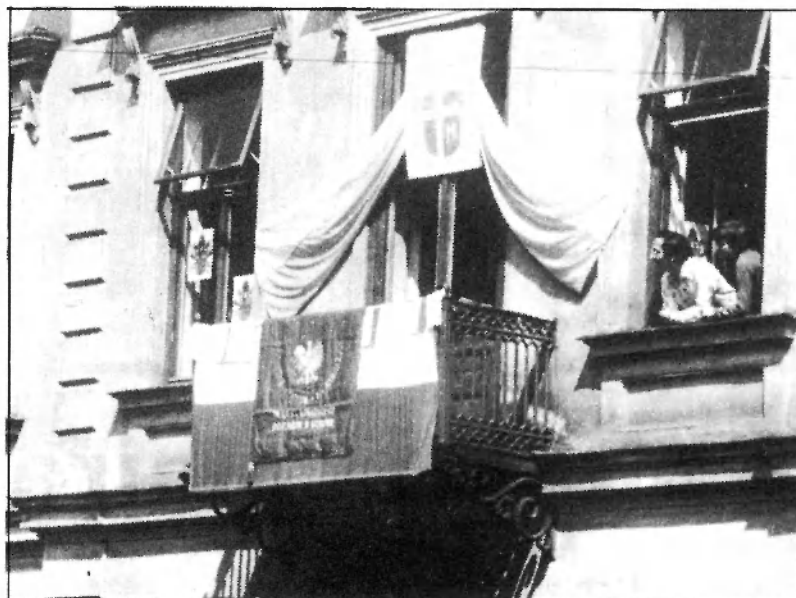
commande «Lettre aux Français» :

/ /	1 ex.	au prix de	45 F	(franco 51 F)
/ /	2 ex.	au prix de	85 F	(franco 95 F)
/ /	3 ex.	au prix de	125 F	(franco 139 F)
/ /	5 ex.	au prix de	200 F	(franco 220 F)
/ /	10 ex.	au prix de	338 F	(franco 362 F)

et joint son règlement soit : F
(chèque bancaire ou postal à l'ordre de «Royaliste» CCP 1810406N Paris.
Bulletin à retourner à «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.



l'église catholique : de Pie XII à Jean-Paul II



Il y a vingt-cinq ans mourait Pie XII, le pape de la seconde guerre mondiale, il y a cinq ans Jean-Paul II accédait au siège de saint Pierre. Entre ces deux dates, que d'événements, de controverses, de luttes !

discernons mieux ce qui était en cause et avons quelque chance de mieux poser les questions - sans compter que les responsabilités sont plus exactement distribuées. Ce serait une erreur grave de croire que l'ouverture à l'Est ait été exclusivement l'œuvre d'hommes de gauche. Le cardinal Casaroli qui fit durant de longues années le tour des capitales des pays de l'Est, n'est sûrement pas progressiste ou moderniste dans le domaine de la doctrine ! Siri non plus, a fortiori. Par ailleurs, il apparaît que lorsqu'on étudie de près les actes du Saint-Siège durant la guerre, le thème de la liberté religieuse comme celui de la liberté de conscience aient été employés par le Vatican, pour défendre les chrétiens aux prises avec le totalitarisme et la persécution nazis... Cette « nouveauté » avait donc quelques sérieuses lettres de créance.

Plus fondamentalement, il me semble que si Vatican II fut le moment privilégié d'un examen et d'une confrontation avec la civilisation contemporaine dans la mesure où celle-ci avait fait schisme avec le christianisme, nous ne sommes pas encore au bout de chemin et que bien des surprises sont à l'horizon. La civilisation industrielle en 1962 est en plein essor et l'humanisme moderne paraît alors gonflé de toutes les prétentions face à une Eglise qui hésite entre l'autocritique pénitente, la révérence lyri-

que au « monde » et l'anathème (mais c'est l'affaire d'une minorité). Nous n'en sommes plus là. Si l'univers se tourne vers le pape de Rome, c'est qu'il demeure un roc de foi dans un océan de scepticisme. Il n'était pas superflu d'étudier l'ampleur des ruptures, la dérive des sociétés, le glissement des mentalités, pour faire l'aggiornamento. Mais la mise à jour rend retardataires ceux qui en sont restés à la modernité de 1962. C'est le cas d'un certain nombre de groupes et de personnes dont le langage détonne de plus en plus, tant il est démodé, ridiculement dépassé.

L'obsolescence des modes n'en rend que plus frappante l'irrésistible poussée des forces qui se refont dans la pureté de la tradition de la foi, à tel point que l'on parle un peu partout d'un nouveau fondamentalisme. Le mouvement charismatique, les Focolari, Communion et Libération en Italie, telles sont les réalités nouvelles de l'Eglise, celles qui attirent la jeunesse, séduisent les non-croyants. On conviendra que, par rapport à ce qu'on annonçait il y a vingt ans, c'est une surprise. Et si l'on considère en regard l'état de délabrement d'un certain progressisme qui ne survit que lorsqu'il a l'impression de pouvoir achever son travail de termites, on est édifié.

Entendons-nous bien. Je ne nie pas qu'il y ait eu crise, et même crise sérieuse de l'institution, qu'elle ait produit des dégâts, difficilement évaluables puisqu'ils

furent d'abord spirituels. Ce que je crois pouvoir affirmer, c'est que cette crise ne survit aujourd'hui que comme effet d'une autre époque. Ce qui me paraît évident, c'est qu'au sortir de ces vingt années tumultueuses, le christianisme n'a tant changé que pour être mieux lui-même. Ceux qui croient que Jean-Paul II est en rupture fondamentale avec Pie XII sont dans l'erreur la plus noire. C'est bien le christianisme le plus authentique, celui des saints martyrs et confesseurs qui s'affirme, dans l'enseignement d'un pape qui nous assène de toute sa robustesse les normes de la perfection évangélique dans un monde qui les refuse de tout son instinct (mais les a-t-il jamais acceptées ? La morale chrétienne depuis 2000 ans n'a cessé d'être en décalage absolu avec les mœurs).

Et pour revenir à la politique et aux rapports indispensables que le spirituel entretient avec le temporel, il n'est pas inutile de réfléchir aux dernières ruses de l'histoire. J'en discerne deux. L'après Concile avait donc vu l'éclosion de l'ostpolitik et l'établissement de rapports difficiles mais réels entre le Vatican et les pays de l'Est. Vingt ans plus tard, les cardinaux ont la superbe audace d'élire un pape polonais qui subvertit foncièrement cette Ostpolitik, en prenant la tête de la résistance à l'oppression. C'est maintenant l'opposition directe au totalitarisme communiste qui effraie certains de nos conservateurs. Autre ruse de l'histoire : les accusations contre l'attitude de Pie XII durant l'occupation ne sont venues qu'après sa mort. Les documents publiés depuis par le

Saint-Siège attestent de l'inanité de ces calomnies répandues à dessein contre ce merveilleux génie. La difficulté et le péril d'une politique face à la folie du nazisme ne s'estompent pas pour autant. Dans l'incertitude et la nuit, comment défier le mal ? Le Vatican n'est plus face au même adversaire, mais les défis n'ont pas changé de nature. Il conserve toujours sa diplomatie, attachée aux mêmes démarches, vouées par nature à l'ambiguïté des compromis. Mais c'est souvent la condition pour pouvoir agir avec quelque efficacité. Il est pratiquement impossible sauf aux héros et aux saints solitaires de se dresser face aux tyrans sanglants en les accablant. Entre la dénonciation prophétique du mal absolu et la politique du moindre mal, il y a tout le faible espace de la politique. Dans la résistance polonaise aujourd'hui, comme dans la résistance allemande à laquelle Pie XII ne craignit pas de porter main-forte, se mesurent les enjeux et les risques d'une action qui peut perdre ou sauver la multitude. Mais aujourd'hui, comme il y a quarante ans, comment ne pas reconnaître « par delà tous les espaces... la papauté ».

Gérard LECLERC

Deux ouvrages viennent de paraître sur l'Eglise, Pie XII et la seconde guerre mondiale. Ils se complètent pour faire le point de la question.

Jean Chelini - L'Eglise sous Pie XII - La tourmente-Fayard. Prix franco : 106 F.

Xavier de Montclos - Les chrétiens face au totalitarisme - Plon.

Chez Hachette, Les secrets du Vatican, de Benny Lai se recommandent par une honnêteté qui tranche sur toute une littérature à scandale. Prix franco : 83 F.



le piège scolaire

Confronté à la détermination tranquille de l'enseignement catholique et au fanatisme du groupe de pression laïc, le Président de la République s'est habilement sorti d'une situation délicate.

M. Savary est un spécialiste des dossiers explosifs. La réforme universitaire en est un, mais c'est celui de l'enseignement libre qui risquait de lui sauter à la figure.

Après le rejet de ses propositions par l'enseignement catholique, en décembre 1982, le ministre s'était remis à l'ouvrage. En septembre un nouveau texte était prêt, que les responsables catholiques estimèrent inadmissible : publié, il aurait conduit à l'épreuve de force. Le Président de la République, sentant le danger, demanda à son ministre d'aménager son texte. Ce qui fut fait. La négociation devenait dès lors possible. Las ! C'est au tour du groupe de pression laïc (la FEN, dont fait partie le redoutable syndicat des Instituteurs, le Comité National d'Action Laïque) de menacer le gouvernement d'un «clash» et le Parti socialiste de démissions massives. Pris entre ces deux groupes puissants et aux intérêts inconciliables, le gouvernement a remis plusieurs fois la publication de ses propositions. Mais le Président devait prendre une décision rapide, qui se ramenait à un choix entre deux inconvénients politiques :

— le camp laïc est puissant, très influent au Parti socialiste, mais divisé quant à ses objectifs. Pour le SNI et le CNAL, il s'agit d'en finir avec l'enseignement catholique. Un point c'est tout. Le SGEN (CFDT) voit au contraire dans l'intégration un moyen de rénovation du système scolaire : en injectant du «privé» dans le «public», il estime possible de réformer l'ensemble de l'enseignement et de mettre un terme à la prédominance de la FEN.

— le camp catholique est beaucoup plus uni dans son refus de négocier sur le «caractère propre» et sur l'autonomie des établissements. En grande majorité, il est cependant favorable à une négociation avec M. Savary, dès lors que les principes fondamentaux ne seraient pas remis en cause. Mais la CFTC et une minorité de l'UNAPEL pencheraient plutôt vers le refus de toute négociation.

Telles sont les troupes que le Président et le gouvernement ont longuement observés avec inquiétude. Ils savaient que des conditions trop douces faites aux catholiques auraient entraîné la fronde des laïcs. Ils savaient aussi que des conditions trop dures auraient déclenché la révolte des catholiques et que la droite était prête à l'exploiter au maximum. Déjà Bernard Pons avait annoncé des manifestations de masse et certains, à droite, voyaient dans cette bataille la possibilité d'en finir avec le pouvoir socialiste. Bien sûr, les responsables catholiques refusaient la politisation, mais elle aurait été difficilement évitable si François Mitterrand avait penché du mauvais côté.

La révolte catholique était donc infiniment plus redoutable que la fronde laïque. Le Président le savait, mais ne sentait-il pas lié à ce camp laïc ? Il a su demeurer ferme et conserver son indépendance à l'égard du groupe de pression laïc. Les propositions d'Alain Savary ont permis de désamorcer la bombe. Comment ne pas s'en féliciter ?

Sylvie FERNOY

immigration : réfléchir à froid

L'immigration est un nouveau sujet de discorde entre Français. Tentons de dépassionner le débat.

Rappelons les données brutes : sur 54 millions d'habitants, la France compte 4 millions (statistiques officielles), plus vraisemblablement 4 millions et demi d'immigrés compte tenu des filières clandestines. A vrai dire notre pays a toujours été une terre d'accueil : Polonais (dans les bassins miniers), Espagnols, Italiens sont venus entre les deux guerres équilibrer une balance démographique (déjà !) vacillante. Non sans susciter de violentes réactions xénophobes. A cet égard les polémiques «antimacaroni» de la presse marseillaise des années 1910 font rétrospectivement apparaître comme pâlot les plus virulentes déclarations d'un Le Pen. Pourtant, en un peu plus d'une décennie, l'assimilation s'est faite. Le cas de Toulouse - entre autres - est exemplaire : la grande métropole méridionale a dû accueillir bien malgré elle, en 1938-39, les réfugiés républicains espagnols qui n'étaient pas précisément tous des enfants de chœur.

Et pourtant, quarante ans après, la greffe a pris. Aujourd'hui, Toulouse est une ville propre, gaie, accueillante, où le taux de criminalité n'est pas plus fort

que dans les autres métropoles provinciales et un des rares foyers de vie intellectuelle non parisienne.

UN PHÉNOMÈNE INELUCTABLE

Depuis la Libération, la structure de l'immigration a changé. Durant ce que Fourastié appelle les «Trente glorieuses», c'est-à-dire pendant la période où la France a connu une expansion continue, le patronat à court de main-d'œuvre a fait appel aux immigrés qu'il sous-payait : en provenance des pays latins, certes - les Portugais, avec 860.000 unités, constituent la plus importante communauté allogène de France, mais aussi d'Afrique noire, des Antilles et surtout du Maghreb. Ni l'indépendance de l'ex-Empire, ni l'essoufflement de l'expansion n'ont arrêté le mouvement. Malgré les mesures restrictives décidées en 1975, les filières clandestines n'ont fait que croître et embellir. Derniers venus, les Indochinois - depuis la libération très spéciale de leurs pays par les communistes en 1975 - les Turcs et tout récemment les Chinois via Vienne ou Madrid.





Face à ce phénomène, disons-le tout net on pourra - et on devra - freiner le mouvement, mais il sera illusoire de prétendre l'arrêter complètement. Parce que la France a eu le deuxième Empire colonial du monde et que par delà toutes les bavures de la colonisation elle continue d'exercer une indéniable attraction sur ses anciens sujets. Parce qu'aussi elle constitue une vitrine de cette fameuse société de consommation dont les immigrants ont eu un avant-goût à Alger, Casablanca, Saïgon, Dakar ou Abidjan.

UN RISQUE...

Cela, reconnaissons-le, ne va pas sans poser de graves problèmes. D'abord, étant donné le colapsus démographique de la France, les immigrants, avec 7,5% de la population fournissent 11% des naissances. Le «melting pot» au niveau des enfants et adolescents n'en est pas favorisé. De plus la population immigrée se concentre dans certaines zones, industrielles de préférence. C'est ainsi que certaines communes de la région parisienne et lyonnaise ont entre 40 et 60% d'immigrés. Au niveau de la scolarisation c'est souvent le désastre. Comment un instituteur de Nanterre qui a devant lui trente élèves dont deux tiers d'immigrés appartenant à douze nationalités différentes pourra-t-il correctement enseigner le français : les étrangers ne le parlent pas chez eux et ne comprennent pas le cours dont le niveau a été pourtant fort abaissé... pour le plus grand dommage des élèves français.

Enfin, ne nions pas que la majorité de l'opinion assez favora-

bles aux Latins, déjà plus mitigée à l'égard des Noirs, est souvent hostile aux Maghrébins, accusés de rendre la vie dans les grands ensembles impossible, de «voler, de violer, de tuer...» Et, en dépit des statistiques qui prouvent le contraire, les apparences lui donnent raison : il n'y a qu'à voir la dégradation des immeubles de Nanterre et le nombre de Maghrébins qui passent en correctionnelle. Mais les apparences sont souvent déformantes : les travailleurs étrangers exercent les métiers qui rebutent les Français, auxquels en tout cas notre désastreux enseignement technique ne les a pas préparés et qui sont très pénibles et sous-payés. Ainsi les immigrants représentent 16,1% des manœuvres, 38,3% des O.S., mais seulement 1,7% des cadres. C'est avec les Français de même catégorie sociologique qu'il faut comparer leur taux de délinquance comme d'ailleurs celui d'hospitalisation.

... A COURIR

Alors que faire ? Renvoyer les immigrants : solution économiquement désastreuse (les dactylos en chômage ne se recaseront pas comme O.S.) et humainement ignoble. Comment le rappelait opportunément le comte de Paris au sujet de l'intégration des immigrants :

«Elle est longue et difficile. Mais ce n'est pas pour cela qu'il ne faut pas la tenter. Nous avons à l'égard des populations africaines qu'elles soient maghrébines ou du Sud une reconnaissance que nous ne devons jamais oublier. C'est leur contribution au cours des deux guerres mondiales à notre combat qui continue à nous

obliger. Par la suite, lorsque nous avons eu besoin de main-d'œuvre, nous avons fait appel à eux. Il est évident que nous n'avons pas le droit d'oublier aujourd'hui ces dettes à leur égard. On ne saurait donc, sans manquer à l'honneur, les rejeter et les chasser. Qu'il y ait difficulté en cette période à poursuivre l'intégration, c'est évident, mais c'est une raison supplémentaire pour nous garder des excès.»

Concrètement, des mesures d'urgence sont à prendre. D'abord dans les écoles primaires, on pourrait par exemple tenter d'isoler les jeunes immigrants qui ne parlent pas ou peu notre langue pendant une période où la discipline principale serait, le français. On prévoirait alors des passerelles pour les réintégrer ensuite dans le circuit scolaire normal avec des chances de succès. Ensuite, au point de vue industriel, la décentralisation économique devrait éviter les ghettos d'immigrants. En matière d'urbanisme : raser les grands ensembles invivables qui, comme les Quatre Mille à la Courneuve, les Minguettes à Lyon ne sont humains pour personne : Bretons, Parisiens ou... Zoulous.

Enfin, s'appuyer sur la deuxième génération fortement francisée, sur les filles maghrébines qui se désislament vu le sort peu enviable que leur religion leur réserve, voire parfois deviennent chrétiennes (1).

L'intégration des immigrants est possible car on veut croire que le racisme n'a aucune base solide en France.

Et pour une fois nous laissons le mot de la fin à «Minute» qui ne passe pourtant pas pour un parangon d'antiracisme.

«... Les immigrants devenus Français à part entière et pour toujours seraient désormais des citoyens, et par conséquent des électeurs, comme les autres. Ce n'est pas nouveau. Les Français des DOM-TOM ne sont pas souvent des blonds aux yeux bleus.

Et vous vous rappelez peut-être ce mulâtre qui s'installa un jour chez nous, eut un fils qui devint général de la République et un petit-fils qui n'écrivait pas trop mal notre langue, un dénommé Alexandre Dumas.»

Arnaud FABRE

(1) Ce qui tempère sans doute un peu la prolifération de «Mosquées sans minaret» et l'attrait de l'Islam sur certains Européens (cf. Péroncel-Hugoz, «Le radeau de l'Islam»).



deux ans après les nationalisations

Les Français, dit-on, n'aiment pas leur industrie. Mais surtout ils la connaissent mal. L'exemple brillant du TGV, les difficultés du textile ou de la sidérurgie ne permettent pas de se faire une idée précise de l'état présent de l'industrie française, de ses faiblesses et de ses possibilités.

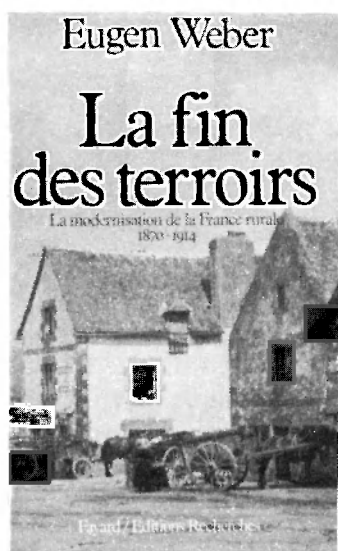
Deux ans après les nationalisations, au moment où la nécessité d'une politique industrielle ne cesse d'être affirmée, une étude à la fois globale et sectorielle de l'industrie française s'imposait.

C'est chose faite avec la publication du livre de Bertrand Bellon et de Jean-Marie Chevalier, deux excellents experts qui dirigent le Centre de recherches en économie industrielle. Entourés d'une douzaine de spécialistes, les auteurs nous permettent de mieux prendre la mesure d'une crise qui a commencé avant 1973 et de percevoir plus clairement les enjeux. La tâche est urgente puisque l'industrie française se trouve en un point crucial : son développement est possible, mais son déclin n'est pas encore évité.

Des études sectorielles - de l'énergie à l'assurance en passant par l'informatique - permettent de saisir nos forces et nos faiblesses. Un exposé des «préalables pour une politique industrielle» conclut cet ouvrage indispensable.

B.L.

(1) C.R.E.I., sous la direction de B. Bellon et J.-M. Chevalier - «L'industrie en France» Flammarion, 93 F. franco.



entretien avec eugen weber

Membre de l'Académie américaine des Arts et Sciences et professeur d'histoire à l'Université de Californie, M. Eugen Weber était connu dans notre pays comme historien du nationalisme français. Auteur d'un ouvrage très complet sur l'Action française, il a récemment publié, aux éditions Fayard, une étude sur la modernisation de la France rurale entre 1870 et 1914 qui bouleverse nombre d'idées reçues. L'auteur de «La fin des terroirs» a bien voulu répondre aux questions de «Royaliste».

Royaliste : Eugen Weber, peut-on éprouver de la nostalgie à l'égard de l'ancienne société rurale ?

E. Weber : Tout le monde peut être nostalgique puisque la nostalgie est une sorte de rêverie sur des choses qui ne sont pas très claires. Quand elles sont claires, elles peuvent provoquer le regret. Or je pense que nous ne devons pas regretter l'ancienne société rurale, parce que je ne crois pas aux peintures du bonheur bucolique. Celui-ci n'était accessible qu'à ceux qui avaient les moyens d'en jouir. Mais les paysans, et pas seulement les plus pauvres, subissaient de très dures conditions de vie - que peu d'entre nous auraient plaisir à connaître.

Royaliste : Quelles étaient les conditions de vie d'un paysan des années 1850 ?

E. Weber : Je ne pense pas que le labeur physique était la pire de ses épreuves. Le travail était certainement très dur, mais il y avait beaucoup de temps morts : l'intensité du travail n'était forte que pendant la belle saison. En revanche, les conditions d'existence seraient très décourageantes pour nous : froid, saleté - non seulement celle du corps, mais surtout celle de l'environnement - manque de meubles, roideur des vêtements, mauvaise qualité de la nourriture et notamment manque de viande.

Royaliste : Comment avez-vous mené votre enquête ?

E. Weber : En lisant des mémoires et des souvenirs, mais surtout en compulsant des archives - celles des folkloristes et des préfets, des gendarmes et des tribunaux - et en relevant les témoignages de prêtres et d'instituteurs.

Royaliste : Une enquête sur la France rurale du 19ème siècle est un immense travail. N'avez-vous pas été contraint de choisir certaines régions, au risque de nous donner une vision trop partielle ?

E. Weber : Vous avez raison de suggérer qu'il y a eu un choix. Il est vrai que j'ai pris mes exemples au sud de la ligne Saint-Malo - Genève, et que la pénurie est inégalement répartie en France. Cependant, les régions que j'ai étudiées contiennent une part très importante de la population française. D'autre part, dans les régions que je n'ai pas étudiées - la Champagne notamment - il existe des zones où des phénomènes identiques à ceux que j'observe ailleurs peuvent être relevés.

Royaliste : N'y a-t-il pas une ambiguïté dans votre livre, dans la mesure où vous séparez l'analyse des conditions matérielles et le regard que vous portez à la fin sur la culture de la société rurale ?

E. Weber : Il y a bien sûr un problème d'exposition de mes recherches. J'ai voulu présenter d'abord les conditions matérielles car elles m'apparaissent comme les plus choquantes, et j'ai voulu donner au lecteur un choc analogue à celui que j'ai ressenti.

Royaliste : En ce sens, c'est parfaitement réussi ! Mais votre lecteur ne risque-t-il pas de rester sur une impression fautive, née de la séparation rigoureuse entre le «pays de sauvages» que vous décrivez au début et la culture rurale que vous observez seulement au moment où elle disparaît ?

E. Weber : Je ne prétends pas connaître la réalité passée, pas plus que je ne prétends connaître la réalité dans laquelle je vis. Toute réalité est touffue, confuse, inaccessible au chercheur comme à celui qui la vit et j'ai fait de mon mieux pour dépeindre celle que je retrouvais. Mais, s'il y a eu déformation, cela pourrait tenir à mes préjugés matérialistes qui me font envisager ces activités tout à fait fascinantes comme des consolations d'une vie difficile, fruste, souvent triste. Ainsi les structures culturelles prennent plus d'intérêt à mes yeux quand elles sont en

train de se perdre, parce que, à ce moment-là, elles paraissent jouer un rôle qui est plus nettement enrichissant que consolant.

Royaliste : Parmi les idées que vous bousculez, il y a notre conception moderne de la nation. Vous décrivez une nation qui n'est ni uniforme, ni unifiée, malgré la Révolution française. Pour beaucoup, c'est une révélation...

E. Weber : Ce fut aussi une révélation pour moi. J'ai commencé ma carrière comme historien du nationalisme français, et ma vision de la nation-France était traditionnelle. J'ai découvert très lentement l'image d'une France qui, pour ainsi dire avant hier, ne comptait pas en francs, n'utilisait pas le système métrique, ne parlait pas français et pour laquelle la nation-Française était quelque chose de très lointain, de très abstrait.

Royaliste : Pourtant, au 19ème siècle, on chantait la Marseillaise, il y avait la conscription, les guerres napoléoniennes... Autant d'éléments qui incitent à penser que les communautés sociales étaient moins fermées que vous ne le dites. Comment analyser ces réalités et comment saisir le sentiment d'appartenance à la nation ?

E. Weber : C'est en effet très difficile. Le pays France a été une création administrative et politique qui s'est faite à travers plusieurs siècles. Ce n'est qu'à partir de la fin du 18ème que, pour des raisons idéologiques, on a décidé qu'il fallait enseigner à tout le monde la citoyenneté, le patriotisme et, d'abord, le contenu de lois rédigées en français. On a commencé à le faire pour les classes élevées puis, dans la seconde moitié du 19ème pour la population masculine et enfin pour les femmes après 1880. Pour beaucoup, vers 1850, la langue maternelle n'était pas le français, ce qui limitait le sentiment d'appartenance. Quant aux soldats, ils étaient peu nombreux à revenir à

nos grands- étaient- des sauvages

la campagne après leur service : ils s'installaient en ville et devenaient fonctionnaires, commerçants, etc. Et ceux qui rentraient chez eux racontaient leurs souvenirs dans la langue de leur pays. La Marseillaise, enfin, était chantée par des gens qui parlaient mal le français. A ce propos, je suis convaincu que la chanson française rapportée à la campagne par les ouvriers a été, avant l'école, un canal très important de compréhension de la langue, mais aussi des idées urbaines et de l'idée patriotique. Souvenez-vous qu'avant 1870 les écoliers n'avaient pas même une vision abstraite de la France puisqu'ils n'avaient pas de cartes géographiques.

Royaliste : En concluez-vous que, dans la France de 1850, il n'y avait pas de sentiment national ? Ou bien celui-ci était-il tout à fait différent ?

E. Weber : Les deux si vous voulez mais je préfère répondre oui à la première question. Je ne dis pas que les paysans ne se savaient pas Français. Mais il me semble que cela n'avait pas une très grande importance pour leur mentalité, pour leur système de valeurs. L'appartenance prioritaire était le pays. Mais il y avait des différences entre les régions : le sentiment national était plus vif dans les régions frontalières et je soupçonne qu'il était assez faible dans une région comme la Basse-Bretagne.

Royaliste : Justement, la Basse-Bretagne a été une région de guer-

parents ils

es ?

re civile à la fin du 18ème. Les enjeux nationaux étaient donc terriblement vécus...

E. Weber : Je ne pense pas que les enjeux politiques que vous évoquez étaient nationaux, ni dans les guerres de la chouannerie et de la Vendée, ni dans la période de la seconde République et du Deux-Décembre, souvent citée comme moment de l'éveil de la conscience nationale. Les soulèvements ont été en général de type ancien : pays rural contre ville, bande villageoise suivant un notable. De même, je crois que les Vendéens ont été des patriotes locaux, qui ne portaient pas les armes au-delà d'une certaine distance de chez eux.

Royaliste : Dans votre livre, vous remettez en question la vision classique de la lutte des classes...

E. Weber : Il y a en effet, dans chaque ville et dans chaque village, une multiplicité de strates. Dans la plupart des cas, les clans politiques se divisent plus en fonction de structures de patronage et de parentèle qu'en fonction d'une division socio-économique. On vote avec - et plus souvent contre- un clan, non pas un parti. Et la politique locale a peu à faire avec la politique nationale.

Par ailleurs, je tiens à souligner que cette France peu intégrée est un pays beaucoup plus avancé dans l'unification, même culturelle, que les Italies ou les Allemagnes de cette époque. En re-

vanche, elle est «en retard» par rapport à l'Angleterre parce que ce pays a résolu le problème de la langue et de la culture centralisatrice avant la France : tous les Anglais entendent la langue de Londres chaque dimanche à l'Eglise.

Royaliste : En fait, la véritable révolution française - celle qui bouleverse les structures sociales - s'effectue à partir de 1870...

E. Weber : Je ne voudrais pas diminuer l'importance cruciale de la Révolution du 18ème siècle parce que mes «clients» les paysans savent très bien qu'elle a opéré des changements importants dans les structures politiques et pour certaines libertés. Mais mon livre concerne surtout les modes de pensée et de vie. Or les grandes transformations socio-politiques sont des acquis, ils comptent comme références politiques, mais les structures de propriété, de travail, ne changent que dans la seconde moitié du 19ème siècle.

Royaliste : Quels sont les principaux facteurs de ce changement ?

E. Weber : Ce sont ceux que nous connaissons à travers les livres de classe : les routes, les chemins de fer, le service militaire, la presse écrite, l'apprentissage de la politique à travers le système électoral. Mais j'insiste dans mon livre sur l'importance des routes et des lignes ferroviaires secondaires, ainsi que sur la transformation de l'école. De même que les grandes routes existaient depuis longtemps, de même les écoles étaient nombreuses avant la période que j'étudie. Mais on y enseignait les connaissances nécessaires pour chanter à l'église en latin ou pour faire sa première communion. Les parents, et donc les enfants, ne s'intéressaient guère à ce type d'enseignement. Puis viennent les chemins de fer, et les marchés se développent : des connaissances nouvelles deviennent nécessaires. Par exemple, on trouve aux archives des Arts et Traditions populaires des comptes iconographiques faits par un métayer breton vers 1870 : de petits dessins indiquent ce qu'il a acheté et dépensé (harnais, chevaux, paie des faucheurs...) et de petites croix indiquent le prix en réaux. En dessous, on trouve la traduction écrite par la fille du métayer : on saisit là le moment où les paysans s'aperçoivent qu'ils ont besoin de l'écriture, du savoir enseigné à l'école.

Royaliste : Vous faites apparaître une certaine «complicité» entre les prêtres et les instituteurs pour faire bouger cette société rurale et pour détruire certaines formes culturelles. C'est assez surprenant.

E. Weber : Le grand agent de la centralité française a été le curé



qui, sous la monarchie, lisait les décisions administratives. Il a été aussi l'agent de la francisation dans les campagnes patoisantes. Quant à l'instituteur, il apparaît d'abord comme une sorte de domestique du curé : il chante à l'église, sonne les cloches, etc.

Dans le second tiers du 19ème, l'instituteur commence à s'émanciper, cherche à devenir un notable concurrent du curé. C'est à ce moment que le curé tend à abandonner son rôle d'agent des pouvoirs publics, et même son rôle dans la francisation parce qu'il préfère désormais fonder son pouvoir sur la culture locale. Cependant, le curé ne peut pas ne pas être un agent de la culture nationale puisqu'il se veut agent de la raison et aussi de la discipline : il n'apprécie pas la danse, la boisson, les chansons frivoles ou obscènes. Aussi, tout en se chamaillant, le curé et l'instituteur sont en fait du même bord, dans le combat contre la culture locale.

Royaliste : Michel Serres disait l'autre jour à la télévision que la mutation que vous étudiez est inouïe puisque l'homme vivait à la terre depuis le néolithique. Pour

vous, la société paysanne avait-elle été toujours la même ?

E. Weber : Toutes les époques sont de transition, de mutation. Les questions qui se posent touchent au degré d'accélération et à la perception du changement, qui ne sont pas nécessairement identiques. A l'époque moderne, l'accélération a été très grande, et la perception du changement très aiguë. Entre 1870 et 1914, le degré d'accélération a été très important, mais la perception était sans doute moins troublante. Il me paraît certain que le mode de vie a plus changé à la campagne après 1870 que pendant les trois siècles précédents. Mais les paysans d'alors n'ont pas eu le sentiment de vivre un changement trépidant. Ils ne se sont pas sentis brutalisés par la mutation que je décris : au contraire, ils s'y adaptent facilement parce que celle-ci leur apporte un mieux-être : des routes meilleures, des terres qui rendent plus, plus de viande, du vin, et un pain plus blanc.

propos recueillis
par Bertrand Renouvin

les chemins de damas

Jean Coudray, qui a déjà beaucoup voyagé dans les pays arabes, revient de Syrie où il a passé plusieurs mois. Il nous a accordé cet entretien, riche d'enseignements à l'heure où le Proche Orient est une fois de plus en ébullition.

Royaliste : Quelles sont les premières impressions, lorsqu'on arrive dans ce pays ?

J.C. : Damas est une ville assez froide, moderne pour l'essentiel : 90% de la ville date d'après 1940. Ce qui frappe au premier abord, c'est le comportement des foules qui est très différent de celui des maghrébins ou des Egyptiens : elles n'ont pas la même chaleur. Les gens ne parlent pas, se montrent peu en compagnie d'un étranger. Il y a un sentiment diffus de méfiance, de peur...

Royaliste : Ressent-on un climat de tension, de guerre ?

J.C. : Bien sûr ! Les rues sont pleines de soldats et de miliciens armés de kalachnikov. Chaque nuit, on entend des tirs... ce peut être soit la célébration d'une fête familiale, soit une rivalité entre frères musulmans et milice, soit encore l'affrontement de milices entre elles. Il y a trois ans, pendant la foire internationale, la police militaire et une milice appartenant à une personne influente du régime se sont combattues : il y a eu une centaine de morts. Les plus importantes de ces milices sont contrôlées par le frère du Président; elles se sentent intouchables et forment en quelque sorte une garde prétorienne. Elles sont cantonnées sur la montagne qui domine Damas et sont prêtes à fondre à tout instant sur la ville.

Royaliste : Et le parti Baas ?

J.C. : Compte tenu de sa nature actuelle, il est étonnant qu'il ait cherché à approfondir ses relations avec le P.S. français. Les assassinats politiques sont choses courantes en Syrie. Et qui gouverne, sinon le parti, avec ses milices et la police «secrète» ? Des gens disparaissent; on ne ressort pas toujours des prisons politiques comme celle de Palmyre. Il règne un climat redoutable.

Royaliste : Quelle sont les différentes communautés religieuses ?

J.C. : Elles sont nombreuses. On trouve des sunnites (environ 70% de la population), quelques chiites, des druses dans le sud (2 à 3%), des alaouites près de Lattaquié (environ 10%), des chrétiens (entre 10 et 15%) et une impor-

tante minorité kurde dans le nord.

Celle-ci est en train de «coloniser» des terres anciennement chrétiennes. A terme, cela peut poser un problème à la Syrie : les Kurdes, qui ne sont pas arabes, peuplent des terres qui constituent pour le pays un grenier à blé et une réserve de pétrole.

Les alaouites, qui ont complètement colonisé le pouvoir, sont une branche shismatique de l'Islam chiite. Certains «docteurs de la loi» estiment que les alaouites sont pires que les chrétiens ou les juifs et qu'ils méritent la mort comme infidèles ou apostats. Cela gêne le président Hassad qui est lui-même d'origine alaouite. En Syrie, l'Islam n'est pas religion d'Etat, mais il y est fait référence dans la constitution.

Royaliste : Comment se présentent les rapports entre ces communautés ?

J.C. : Toutes ces communautés se haïssent et se déchirent. Actuellement, on assiste d'une part à une revanche des minorités religieuses, d'autre part à une revanche sociale. Jusqu'à l'arrivée du Baas au pouvoir, c'est la majorité sunnite et citadine qui détenait le pouvoir et toutes sortes de privilèges. Mais cette majorité a abandonné complètement une administration et une armée qu'elle jugeait indignes d'elle. Les minorités en ont profité, notamment les alaouites qui, après avoir contrôlé l'armée, ont aujourd'hui le pouvoir. Le gouvernement est toléré par les chrétiens dans la mesure où l'Etat est laïc, et où l'opposition est constituée par les frères musulmans dont les chrétiens ont tout à redouter. L'arrivée du Baas au pouvoir en 1963 est allée de pair avec un important progrès des campagnes. Si le principal soutien du régime est l'armée (sans elle il s'effondre) on trouve dans ces campagnes, malgré les critiques, un certain soutien populaire. La bourgeoisie citadine est totalement dépossédée du pouvoir tant politique qu'économique (par le biais des nationalisations). Cette bourgeoisie se reconnaît dans l'Islam et, pour partie, dans l'Islam intégriste, même si les «acti-



Le président Assad

vités» des frères musulmans sont souvent contestées. Quant aux druses, autrefois associés au pouvoir, ils semblent aujourd'hui s'en écarter. Mais tout cela reste tout de même très relatif...

Royaliste : L'influence des frères musulmans est-elle forte ?

J.C. : Après le massacre opéré à Hama, la situation n'est plus la même qu'il y a deux ans. Les frères musulmans ne représentent probablement plus un danger pour le régime. Les contrôles policiers ont tendance à diminuer. En revanche, ce régime redoute un coup d'Etat militaire qui pourrait, curieusement, provenir des alaouites. C'est une des raisons pour lesquelles la Syrie ne fait pas revenir ses troupes du Liban. Cette armée, de 30.000 à 40.000 soldats, qui pille, viole... et dont les généraux amassent des fortunes, pourrait provoquer des troubles en cas de retour. Il y a déjà eu des tentatives de coup d'Etat, dont une il y a quelques mois. Une centaine d'officiers, parmi lesquels des alaouites, a été mise aux arrêts.

Royaliste : Quelle est la situation économique ?

J.C. : Il y a un développement important des infrastructures routières et ferroviaires, parfois financées par les Etats-Unis et la C.E.E. L'argent ne provient pas des richesses de la Syrie qui sont exportées vers l'U.R.S.S., contre de l'armement. Le financement en provenance des pays arabes s'accroît considérablement car, après l'annexion du Golan par Israël, la Syrie est aujourd'hui en première ligne.

Les conditions économiques sont différentes selon que l'on se trouve à la campagne ou dans les villes. A Damas, la vie devient, depuis une dizaine d'années, de plus en plus difficile. Une inflation galopante oblige notamment les fonctionnaires, qui travaillent jusqu'à 2 heures de l'après-midi, à exercer un ou deux autres métiers : chauffeurs de taxi, serveurs de bar... Les loyers sont prohibitifs. Les paysans s'en tirent en spéculant sur la hausse considérable du prix des terrains. Les pro-

fessions libérales, et surtout les commerçants attachés au pouvoir, sont les plus riches.

Royaliste : Quelle place tient la culture française ?

J.C. : Elle régresse depuis 20 ou 30 ans. Ceux qui parlent bien le français ont 40 ou 50 ans. Depuis la nationalisation des écoles, l'enseignement des langues a considérablement reculé. L'anglais est le plus répandu, surtout chez les musulmans. Notre langue demeure vivace chez les chrétiens, mais le centre culturel français éprouve des difficultés pour recruter des élèves.

Royaliste : Quel est le sentiment des Syriens sur la politique étrangère de leur gouvernement ?

J.C. : Les chrétiens syriens sont très solidaires des chrétiens libanais, très sensibles à leur sort et, comme tels, se montrent très réservés à l'égard de la politique syrienne.

Mais il faut savoir que les musulmans, en particulier les jeunes, estiment en général que le Liban appartient à la «Grande Syrie», qu'il en a été détaché arbitrairement. Pour eux, la Syrie est en droit d'accomplir la politique actuelle.

Royaliste : A quoi rêvent les Syriens ?

J.C. : Pour les jeunes, 95% de ceux qui appartiennent à la bourgeoisie souhaitent s'exiler. L'exil touche beaucoup plus les chrétiens : on estime que la moitié de la population grecque-orthodoxe d'Alep s'est exilée en 20 ans. Beaucoup de Syriens, notamment les chrétiens, vivent à cheval entre un occident qui les attire et la réalité de leur vie familiale, pleine de traditions mais aussi de barrières. Ce désir d'exil touche même les favorisés du régime. Si tous ne passent pas à l'acte (car c'est alors une coupure définitive avec la famille), ils «rêvent» de partir en France ou, mieux, aux Etats-Unis pour le pouvoir syrien, c'est une preuve d'échec.

propos recueillis
par Sylvie Fernoy

un silence pour faire parler

Où sont les idées ? Où est le débat ? Où est le silence ? Mais où sont-ils les intellectuels quand ils s'en vont ?

Dire qu'ils sont enfin devenus sérieux, à la hauteur de la gravité de la situation, qu'ils se taisent. On les prie d'être prophètes dans le sillage du Journal Officiel. C'est omettre leur talent de commentateurs, de perspicaces compagnons de route. Aragon, oh le ridicule boy-scout défilant au milieu de la chaussée, encadré, promiscuité, mélangé. Les autres s'arrangeaient autrement. Ils se tenaient, roides et compatissants, clin d'œil facile, sur les trottoirs. Baudrillard a cent fois raison : nous autres, les Français de l'histoire de France, nous autres les hussards compresseurs de la conscience en soi et pour soi, nous ne frappons plus aux portes des lendemains qui chantent. Les chiottes sont occupées.

Dix ans que je mâchouille le bulletin de santé : degré zéro de l'histoire. Plus d'histoire à la française, à la révolutionnaire; rien que du fatum, à la romaine, bien septico - septicémique. Répétez après moi : économie mondiale devant, honte et dommage suivent de près. Et la souveraineté ? Abolition de la souveraineté de l'argent. Alors hypertrophie de l'Etat ? Alors dissolution de la société ? Qu'est-ce qui efface le plus radicalement la société : l'argent ou l'Etat ? Non, on dit l'argent c'est la liberté, c'est la guerre pacifique, un code proprement civil. On garde l'argent. On ménage l'Etat. Et après ? Un petit supplément d'âme par la-dessus. Le meilleur des régimes possibles. La vitalité dans l'économie de marché. La justice dans l'Etat. L'équilibrage des forces. La gauche c'est préférer un désordre à une injustice. La droite c'est préférer une injustice à un désordre. La gauche se penche sur la faiblesse des citoyens devant un système en béton, source intarissable, indestructible. La droite mesure la fragilité de la société, ses périls, plutôt que de prendre en compte sa part

maudite : les employés, les serveurs volontaires. A ma gauche la charité. A ma droite l'espérance, voyez-moi tous ces self-made-men. Qu'est-ce qu'un intellectuel, c'est-à-dire un homme par nature ennuyé, peut changer à cela ?

Les intellectuels se taisent comme on se tait au bord d'un gouffre. Où sont les idées ? Où est le débat ? Assez de ces paroles, seuls les effets, seuls les exemples, seules les actions parlent désormais. Une utopie ne nous apprend rien. Une prière, c'est autre chose. Une prière, ça ne s'élève pas sans un minimum d'incarnation, c'est une partie où l'on mise, une partie où l'on risque. Belles images des manuels : François 1er vendant la vaisselle royale. Louis XIII porté en terre sans cérémonie par souci d'épargne. La confiance à coups de ponts d'Arcole traversés.

Naturellement ici, c'est le vieux monde. Ils ne croient plus. Ils nous font rire avec la déchristianisation. Règne de la tristesse. Flash à la descente de l'avion. On reconnaît immédiatement un aéroport, une gare occidentale : des visages désaffectés par milliers. Il faudrait inverser le credo politique qui commande l'héroïsme mais pas les héros, le social mais pas la société, l'égalité mais pas la fraternité - cette farce de la Bastille du 10 mai.

Les seules perspectives, les seules solutions semblent s'exprimer au passif : être imposé, être surtaxé, être dégrèvé, être contrôlé. Ça rend douillet d'être allongé sur un billard et d'attendre les coups ou les énumérations de bons sentiments avec des mots creux. Est-ce que c'est conforme avec le caractère national célébré au Panthéon ? Ou s'agit-il de la définitive forme d'héroïsme : inertie et sacrifice ?

Philippe DELAROCHE



le sacre des rois

Il y a quelque mois, «Royaliste» (1) rendait compte de l'intéressante étude qu'Aimé Bonnefin consacrait au sacre des rois de France. S'il avait fallu faire un reproche à ce livre, c'eût été son absence totale d'iconographie qui en rendait la lecture un peu austère. Cette lacune est aujourd'hui comblée par la parution de la plaquette de Michel Le Moël (2), conservateur en chef aux Archives nationales.

L'abondance et la qualité des illustrations en font un complément très utile à l'ouvrage d'Aimé Bonnefin. Portraits, miniatures, tableaux, plans, objets qui s'échelonnent entre le Moyen Age et le Romantisme concrétisent le souvenir du sacre des rois de France, reflet de la continuité de l'histoire nationale au cours des siècles.

Y.A.

(1) «Royaliste» 380, Aimé Bonnefin -Sacre des rois de France- 290 pages, prix franco : 99 F.

(2) Michel Le Moël -Le sacre des rois de France- Ed. de La Tourelle - 50 pages illustrées de 58 photos et de 6 hors texte en quadrichromie- prix franco : 54 F.

Offre spéciale à nos lecteurs : les 2 ouvrages pour 130 F franco.

l'extrême droite

Les ouvrages de la collection «Que sais-je ?» représentent toujours une gageure : traiter en une centaine de pages d'un sujet complet n'est pas évident et parfois le lecteur est insatisfait du résultat obtenu. Ce n'est certes pas le cas du travail de Jean-Christian Petitfils (1) sur l'extrême-droite en France. Son étude a le mérite, au milieu du fatras des idées et des mouvements, souvent très différents, de trouver les constantes qui caractérisent cette famille politique et d'en dégager les grands courants parfois contradictoires.

Bien qu'elle se marginalise de plus en plus et que son poids politique ne cesse de décroître, l'extrême-droite représente en France, selon l'auteur, un courant qui n'est pas prêt de disparaître. Elle continue de jouer un rôle de repoussoir pour la gauche, et fournit à la droite classique une partie du recrutement de ses cadres. En particulier l'analyse du phénomène de la «Nouvelle Droite» permet de montrer comment une partie des militants du mouvement «Europe Action» a, en une quinzaine d'années, su investir les cercles de pensée et la presse de droite, tentant de banaliser, avec un certain succès, les idées racistes et fascistes qui leur étaient chères.

Notons que ce livre contient une étude courte mais honnête de la N.A.R. qui se conclut par la constatation que celle-ci a définitivement sorti aujourd'hui le royalisme du ghetto de l'extrême-droite.

Y.A.

(1) Jean-Christian Petitfils -L'extrême-droite en France- PUF, coll. «Que sais-je ?», prix franco : 24 F.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

le 12 novembre 83 à Paris : colloque "les citoyens"

A l'initiative des Clubs Nouvelle Citoyenneté et de la revue «CITÉ», un colloque ayant pour thème général : «Les Citoyens et l'Etat» se tiendra le SAMEDI 12 NOVEMBRE, à la Maison des Centraux, 8, rue Jean-Goujon, Paris 8ème (Métro Franklin-Roosevelt).

Ce colloque comportera une partie de travail en commissions et deux Tables Rondes rassemblant un certain nombre de personnalités de premier plan.

horaire

- 10 h 10 h 30 Séance plénière - Ouverture du Colloque
- 10 h 30 - 12 h 30 Travaux des commissions :
— Commission numéro 1 : «LA FRANCE PEUT-ELLE ENCORE AVOIR UNE AMBITION ?»
— Commission numéro 2 : «LA PARTICIPATION DES CITOYENS A LA POLITIQUE»
- 14 h 30 - 15 h 30 Rapport des deux commissions et débat général
- 15 h 45 - 17 h 45 — Première Table Ronde :
«La France peut-elle encore avoir une ambition ?»
- 17 h 30 - 19 h — Deuxième Table Ronde :
«La participation des citoyens à la vie politique»
- 19 h - 19 h 15 — Exposé de clôture par Bertrand Renouvin

L'ensemble des travaux du colloque est ouvert à tous - L'entrée est gratuite pour les adhérents au Club Nouvelle Citoyenneté. Une participation aux frais de 20 F sera demandée aux autres personnes.



BULLETIN-RÉPONSE A RETOURNER A «ROYALISTE»
17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Nom : Prénom :

Année de naissance : Profession :

Adresse :
.....

- ☐ participera ☐ ne participera pas au Colloque du 12 novembre 83
- ☐ Je suis adhérent au Club Nouvelle Citoyenneté et désire recevoir ma carte gratuite ainsi que cartes d'entrée supplémentaires à 20 F.
- ☐ Je ne suis pas adhérent au Club et désire recevoir cartes d'entrée à 20 F, et verse pour cela la somme de F (à l'ordre de «CITÉ», CCP 23982-63 N Paris)
- ☐ Je souhaiterais participer au travail de la commission 1 (la France peut-elle encore avoir une ambition ?)
- ☐ Je souhaite participer au travail de la commission 2 (Nouvelle Citoyenneté et politique professionnelle)
- ☐ Je désire recevoir un «fichet» pour obtenir la réduction de 20% sur le prix du billet SNCF
- ☐ Je désire être tenu au courant des activités du Club Nouvelle Citoyenneté.

LA FRANCE PEUT-ELLE ENCORE AVOIR UNE AMBITION ?

La France ne saurait se réduire à son passé, ni s'enfermer dans un présent incertain. La France existe, et a existé, parce qu'elle a toujours affirmé une ambition pour elle-même et pour beaucoup de peuples du monde.

Cette ambition est-elle encore possible ? Est-elle même souhaitable ? L'abandon a son charme et les «faits» eux-mêmes semblent y inciter. Cette crise économique dont on ne sait pas sortir... Cette pression, croissante, des empires de l'Est et de l'Ouest pour que nous renoncions à notre indépendance militaire... Peut-être sommes-nous trop fatigués pour entreprendre et trop vieux - mille ans déjà ! - pour espérer. Pourquoi ne pas choisir l'alignement ? Pourquoi se soucier encore du tiers monde alors que d'autres sont si riches et si puissants ?

A moins que nous ayons encore quelque chose à dire, à créer, à apporter. A moins que nous désirions vivre encore ensemble, librement.

Il n'y a pas, aujourd'hui, de questions plus essentielles. Une réponse doit être tentée.

Commission présidée par Alain Solari. Débat à 15 h 45 avec nos invités.

On peut organiser un colloque pour se faire plaisir ou parce que «cela se fait». On peut aussi le préparer avec un sentiment d'urgence. Le premier colloque national des Clubs Nouvelle Citoyenneté relève de ce dernier cas.

Il se tiendra dans une période difficile : la crise économique n'est pas surmontée, les grandes réformes marquent le pas, les passions partisans évacuent les véritables débats. Déjà l'air du temps s'alourdit d'invectives, de violences, et d'une volonté mauvaise d'exclusion...

Il est donc urgent de réfléchir, afin de préparer les actions de demain. Urgent de réfléchir sérieusement. Urgent de réfléchir lucidement. Urgent de confronter les points de vue.

Car ce qui est en jeu aujourd'hui est moins le sort d'un gouvernement que celui du pays tout entier. Le doute qui gagne concerne l'avenir de la nation. La désillusion qui se répand concerne la vie publique dans son ensemble. D'où le choix de nos thèmes de réflexion et de débats, qui touchent à la possibilité d'une ambition collective et à notre capacité d'inventer une véritable participation des citoyens à la vie de la cité.

Si vous aimez les déclarations lyriques, la démagogie tous azimuts, les provocations gratuites et les insultes, inutile de vous déranger. Mais si vous souhaitez une discussion libre, une réflexion approfondie et des échanges constructifs, n'hésitez pas à venir au premier colloque pour la nouvelle citoyenneté.

«CITÉ»

Revue de la Nouvelle Citoyenneté, «Cité» vient de fêter son

premier anniversaire et les numéros déjà publiés indiquent clairement ses soucis et ses objectifs : dépasser les clivages partisans par une réflexion libre sur la politique; associer à cette réflexion des représentants de toutes les familles intellectuelles de notre pays - donc créer un lieu de recherches et de débat permanent.

Les premiers thèmes proposés aux lecteurs de «Cité» montrent l'étendue de ses préoccupations : de la défense nationale à la psychiatrie, du terrorisme à une table ronde avec René Girard sur la politique. Qu'on n'en conclue pas, cependant que «Cité» pratique un éclectisme de bon ton. Il s'agit d'une revue engagée, qui n'hésite pas à manifester ses refus et ses préférences et qui ne dédaigne pas, de temps à autre, une saine polémique. Enfin, «Cité» publie régulièrement les travaux des «Clubs Nouvelle Citoyenneté» qui trouvent dans cette revue un moyen d'expression privilégié.

LES CLUBS

Les Clubs Nouvelle Citoyenneté ont été créés le 10 Mai 1982 afin de réunir celles et ceux qui entendent mener une réflexion et une action commune en faveur de la transformation politique, économique et sociale de notre pays.

Ainsi que le rappelait un article du «Quotidien de Paris», le 6 octobre dernier, «les clubs pour une Nouvelle Citoyenneté ne constituent pas une association

et l'Etat "

NOUVELLE CITOYENNETÉ ET POLITIQUE PROFESSIONNELLE

On nous avait annoncé une nouvelle citoyenneté. Pourtant, depuis le 10 Mai 1981, la vie n'a guère changé. Certes, il y a eu de nouvelles lois pour l'entreprise et une amorce de décentralisation. Mais aussi le durcissement des luttes partisans, l'étouffement des grands débats dans les cénacles administratifs et partisans (le nucléaire par exemple), le monopole inébranlé des grandes formations politiques dans les consultations nationales et locales.

Déception. Frustration. Est-ce bien cela la démocratie, ou faut-il la réinventer ?

La nouvelle citoyenneté ne saurait être dans des cadres mutilants. Si l'on décentralise, encore faut-il que la région redevienne une réalité vécue. Si l'on démocratise, encore faut-il que le débat public ne se réduise pas à l'organisation d'un spectacle électoral et à la diffusion de slogans.

Dans la commune, dans la région, dans la nation, la nouvelle citoyenneté reste à imaginer. Reprendre la parole, reconquérir des pouvoirs, créer les conditions d'une participation plus active à la vie publique, cela vaut la peine d'être tenté.

Commission présidée par Michel Henra. Débat à 17 h 30 avec nos invités.

d'opposition; non plus d'ailleurs qu'un club de la majorité...» Indépendants du pouvoir politique et des grands partis de droite et de gauche, libres de toute considération de clientèle, à l'abri des groupes de pression, les Clubs Nouvelle Citoyenneté offrent à chacun - quels que soient ses engagements politiques et ses préférences intellectuelles - la possibilité d'une réflexion libre, d'une critique fondée, et d'une élaboration en commun de propositions concrètes.

Déjà présents à Paris et dans plusieurs villes de province, les C.N.C., outre le travail de fond qu'ils accomplissent, organisent des réunions et des dîners-débats autour de thèmes d'actualité, auxquels participent des représentants des principaux courants politiques de notre pays.

TRAIN

La SNCF nous a accordé une réduction de 20% sur les prix des billets. Sur simple demande de votre part nous vous adresserons le

«fichet» qui vous permet d'en bénéficier. Ce fichet est à présenter au moment de l'achat du billet. Le voyage aller doit être effectué entre le 7 et le 13 novembre, le voyage retour entre le 11 et le 18 novembre, vous pouvez donc combiner votre venue au colloque avec un séjour à Paris si vous le désirez. Attention, pour être valable notre billet retour devra être tamponné par nous lors du colloque ou de la convention.

S'INSCRIRE

L'ensemble des travaux du colloque est ouvert à tous. L'entrée en est gratuite pour les adhérents au Club Nouvelle Citoyenneté. Une participation aux frais de 20 F sera demandée aux autres personnes. Pour faciliter le travail d'organisation nous vous prions instamment de vous inscrire à l'avance à l'aide du bulletin réponse ci-dessous. Dès réception de votre inscription nous vous ferons parvenir votre carte d'entrée ainsi qu'éventuellement le fichet de réduction SNCF.

● CONVENTION NATIONALE

La Convention nationale du 13 novembre sera consacrée aux perspectives de l'action royaliste pour les trois prochaines années.

Il s'agit donc d'une réunion de travail, particulièrement importante puisque nous entrons dans une période où les échéances électorales commencent à se préciser. D'où la nécessité, pour la Nouvelle Action Royaliste, de mettre définitivement au point ses orientations stratégiques et de préciser les modalités de son action jusqu'en 1986.

Souscription :

A LA NAR RIEN D'IMPOSSIBLE !

Lancée il y a un peu plus d'un mois, notre souscription nationale n'a pas laissé nos lecteurs indifférents et je les en remercie. La liste de souscripteurs que nous publions aujourd'hui montre qu'à chaque fois que nous faisons appel à eux, nos amis répondent et, qu'en dépit de leurs propres soucis financiers, ils n'hésitent pas à distraire une part de leur budget pour que la NAR progresse.

Notre souscription a aujourd'hui un objet bien précis : assurer une part de l'important effort d'investissement auquel nous procédons en ce moment. La grosse machine offset est maintenant installée et fonctionne, nous attendons cette semaine les appareils nécessaires à l'équipement de notre laboratoire de photographie, d'ici la fin novembre, ce sera un micro-ordinateur destiné à faciliter et à rendre plus efficace la gestion de notre mouvement.

L'ensemble total des investissements va approcher des 150.000 F (15 millions de centimes...) Tout ceci, bien sûr, ne serait pas possible sans vous. En premier lieu je tiens à remercier tout particulièrement ceux qui, en nous faisant une confiance absolue, nous ont consenti les prêts (sans intérêts et parfois de longue durée) qui ont permis ces achats, ensuite tous ceux qui ont déjà répondu à notre premier appel.

Mais il s'agit maintenant d'aller vite et d'amplifier d'une manière notable

l'effort financier afin que nous puissions commencer les remboursements des prêts. Que chacun nous envoie sa contribution, aussi minime soit-elle, et que ceux qui en ont les moyens n'hésitent pas à faire un effort tout particulier pour assurer définitivement notre autonomie financière. L'enjeu en vaut la peine.

Yvan AUMONT

P.S. Envoyez vos dons à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris, en précisant «pour la souscription».

1ère LISTE DE SOUSCRIPTEURS

M. GUENEAU de MUSSY 120 F - D.J. FARNAN 50 F - Ch. FLEURY 70 F - R. PARIS 70 F - J.L. SARAZIN 20 F - G. de VAUX 150 F - Mme ALLAGNON 70 F - P. BEAUVAIS 100 F - A. BERGON 25 F - M. BARDIER 22 F - Ano. Sud-Ouest 1000 F - S. HALLEPÉE 50 F - F. DENOEL 200 F - Ph. DELAROCHE 90 F - J.-P. BOURDEAU 60 F - Ed. HUMEAU 25 F - L.D. 100 F - P.M. 1000 F - Mme MARETEUX 20 F - P. KRAHENBULH 100 F - N. BARDOUT 50 F - Y. de SAINT CATHERINE 25 F - J. L.L. 70 F - Ph. VIMEUX 400 F - Ano. Bruxelles 200 F - M. PELLETIER 100 F - J.P.D. 100 F - J.P. GODAN 70 F - J. BONNAFONS 70 F - J. BEAUME 450 F - E.O. 105 F - C. de CHAMPCHESNEL 20 F - A. MERCIER 148 F - Ano. Pau 100 F - J.M. BERTIN 900 F - F. GERLOTTO 600 F - Ano. Gard. 20 F - G. BOSC 20 F - H. BROCHERIE 100 F - G. CHINETTI 143 F - Y. de PRUNELÉ 570 F - N. LUCAS 1090 F - Mme VILLEDIEU 20 F - G. DORSO 200 F - J.M. HEDELIN 57 F - Ano. Nord 20 F - L.G. 200 F - O. PFISTER 100 F - J. SOUMAGNE 100 F - A.S. 21 F - Ano 18ème 20 F - Ano. Vendée 20 F - F. HUGOT 50 F - L. BOISSAVY 100 F - A. FINCATO 500 F - M. PINSSON 55 F - P. AMIARD 127 F - J. ADROVER 55 F - Y. GARNIER 75 F - Ph. GOUTAL 10 F - POMMIER 43 F - Ph. DUC-MAUGÉ 40 F - H. DUBOIS 100 F - A. CISCAR PENELLA 54 F - J.P. LOPEZ 54 F - Cl. BOISSIN 25 F - A. VAUGRENTE 70 F - J. BANC 900 F - Mme AUBOYNEAU 300 F - B. BARBE 60 F - Mlle LACOUR 120 F - Ph. CLAVEL 180 F - R. DESQUINES ALIGUIAIRES 360 F - S. BIANCHI 200 F.

Total de cette liste : 12.929 F

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an (145 F), de soutien (300 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

dégradation

A chaque semaine ou presque, son échec. Que la cause soit bonne, comme à Dreux, ou douteuse, comme à Antony, c'est toujours le même vent de défaite.

Il est vrai que l'opposition mène son combat avec cynisme et brutalité. Mais les plaintes et les exhortations morales ne changent rien à l'affaire : la cote présidentielle baisse de façon constante, le climat général s'alourdit et la fracture entre les deux camps devient chaque mois plus profonde. Même les élections à la Sécurité Sociale sont devenues un enjeu politique (et c'est encore un échec pour les syndicats *de gauche*) par la volonté d'une droite qui entend faire flèche de tout bois. Mais elle se garde bien de dire comment elle recollera les morceaux...

La lourde responsabilité de l'opposition ne peut cependant effacer les erreurs et les faiblesses du gouvernement et du parti dominant. Aveugles, présomptueux ou mal inspirés, nombre de responsables de la gauche risquent à présent de transformer des revers partiels en déroute totale. Il suffit d'énumérer les affaires du mois écoulé pour être saisi de consternation :

— L'affaire de la «cellule» policière de l'Elysée est consternante car l'accumulation de l'inexpérience, de la légèreté et des compromissions met en question la capacité de l'Etat à organiser la prévention du terrorisme. C'est d'autant plus dangereux que la France est présente dans trois zones de conflits.

— Les manœuvres contre l'enseignement libre sont également consternantes parce qu'il s'agit d'un faux débat, que mènent les laïcs avec des arguments d'un autre âge pour satisfaire d'incroyables obsessions. Intégrer dans un secteur public en crise un enseignement libre apprécié par la plupart des Français est délirant. Pousser le Pouvoir politique à une intransigeance qui provoquerait une violente révolte est suicidaire (1).

— Quant à la question corse, elle est dramatique car nous savons que la logique de la violence ne peut plus être arrêtée. La police est peu efficace, l'Assemblée régionale est impuissante et le FNLC a dépassé le point de non-retour. Sans doute le gouvernement n'est-il pas entièrement responsable d'une situation qui était explosive bien avant 1981. Mais il n'a pas réussi à la maîtriser et se retrouve exposé



par
bertrand
renouvin

à un facteur particulièrement inquiétant de déstabilisation.

INCERTITUDES

Tel est le climat, que les incertitudes économiques viennent encore alourdir. Comme nous le redoutions en mars dernier, il est maintenant certain que Jacques Delors ne gagnera pas son pari contre l'inflation : les résultats de septembre montrent qu'il n'est plus possible de ramener le taux annuel ni à 8% ni même à 8,5% - à moins de «casser le thermomètre» par un blocage. Le Ministre des Finances n'a pas voulu s'attaquer aux causes structurelles de l'inflation. Il pourra mesurer dans les prochains mois les conséquences de son refus.

Il y a plus grave encore. En pleine guerre économique, au moment où chacun peut percevoir l'éventualité d'un déclin rapide de l'économie française, le gouvernement ne dispose toujours pas d'une véritable stratégie industrielle. Il y a eu, depuis deux ans et demi, des réformes, des discours, trop souvent des changements d'hommes (trois ministres de l'industrie depuis 1981 !), parfois des projets cohérents... Malgré le brillant discours de M.Fabius devant l'Assemblée nationale, comment ne pas éprouver de l'amertume devant tant d'actes manqués et de temps perdu ?

Au début du septennat et jusqu'au mois de mars dernier, une politique relativement cohérente semblait avoir été mise en oeuvre. Les nationalisations devaient jouer un rôle moteur, la reconquête du marché intérieur était souhaitée, des filières industrielles étaient mises en route. L'indispensable protection du marché intérieur faisait cependant défaut. Depuis mars, les intentions, les discours et les hommes ont changé : contraction de la

demande, refus de toute politique des importations, et maintenant préférence marquée pour les P.M.E.

Pendant ce temps, le retard technologique de la France s'accroît, nos concurrents étrangers conquièrent une part toujours plus importante du marché intérieur et les prévisions en matière de chômage sont de plus en plus pessimistes. «En fait, écrivait récemment Jean-Michel Quatrepoint (2), tout se passe comme si la gauche n'était pas parvenue à élaborer une véritable politique industrielle» parce qu'elle a trop espéré d'une croissance qui n'est pas venue. La déception est d'autant plus grande que la gauche avait répété sur tous les tons que «grâce au socialisme» la crise serait rapidement surmontée. Mais le socialisme est lui-même devenu une notion bien floue.

LA LOGIQUE DU PIRE

Nous en sommes là. Les mécanismes de la catastrophe sont en place et il faudrait peu de choses pour qu'ils se déclenchent. Il suffirait pourtant de quelques décisions pour que la logique du pire ne se mette pas en marche : une déclaration en faveur de la liberté de l'enseignement - ce qui, fort heureusement, vient d'être fait; une rupture avec les tabous d'un libéralisme économique que nos concurrents ne respectent pas; la définition d'un projet économique cohérent et une explication claire des enjeux afin que ce projet puisse être compris et soutenu; le refus de toute attitude de guerre civile et la volonté de dépasser les rivalités partisans.

Car c'est bien cela que les citoyens sont en droit d'exiger de l'Etat : l'indépendance à l'égard des partis et des groupes de pression, l'affirmation de l'unité, la définition d'un projet commun, la continuité dans l'action, le respect et la protection des libertés fondamentales. Les principes qui guident la politique extérieure du Président (3) doivent aussi se traduire dans la politique intérieure. Sinon tout risque d'être rapidement et définitivement compromis.

Bertrand RENOUVIN

(1) Voir, dans ce numéro, l'article de Sylvie Fernoy.

(2) Le Monde, 11 octobre 1983.

(3) Voir l'éditorial du précédent numéro.